

Mali@ctu/InfoMatin, 9 mai

Sur les 40 jours, la reconquête du nord, la transition, ses rapports avec la CEDEAO et les politiques... le capitaine Sanogo s'explique : "ma priorité, c'est le nord"

Après les 40 jours, nous devons nous asseoir et discuter bien sur avec le CEDEAO, pour convenir sur quelque chose qui fera bouger ce Mali(...) Ce n'est une question de personne ou d'autres visées.

Le président du CNRDRE (Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'État, ndlr), le capitaine Amadou Aya SANOGO, auteur du putsch militaire qui a renversé le général ATT, le 22 mars dernier, s'est confié, 90 minutes durant, dimanche 6 mai, à notre confrère, M. Abdoulaye BARRY. Tous les sujets ont été abordés sans tabou: les motivations du coup d'État du 22 mars, le contrecoup avorté du 30 avril, l'arrestation des personnalités militaires et civiles, l'accord-cadre CNRERE-CEDEAO, le président intérimaire, le gouvernement, la transition, la reconquête des régions du Nord tombées sous le joug des rebelles armés et leurs alliés islamistes radicaux, etc.

Voici l'intégralité de cette interview.

Abdoulaye BARRY: Bonsoir à toutes et à tous, et merci de nous rejoindre sur la première télévision panafricaine. Bienvenue dans la «Grande interview» qui reçoit aujourd'hui le capitaine Amadou Haya SANOGO.

Mon capitaine, bonsoir.

Capitaine Amadou Aya SANOGO: Bonsoir.

-1ère question: Mon capitaine, quelle est votre actuelle fonction: coprésident du Mali, ancien putschiste ou futur chef de l'État ?

Tout d'abord, merci de l'opportunité que vous m'offrez, encore une fois de plus, sur votre chaîne de télévision pour que le capitaine SANOGO, encore une fois, trouve l'opportunité de s'adresser non seulement au peuple malien, mais aussi de s'adresser à la sous-région et au monde entier sur l'état actuel des choses et me connaître davantage, Je vous dis qu'à l'instant où je vous parle, le capitaine SANOGO n'est pas coprésident, euh... encore moins considéré comme ancien putschiste ou autre. Je suis un militaire, fils de ce pays, au service de sa nation, prêt à servir cette nation malienne là où on le sollicite dans les conditions souhaitées par le peuple malien. Et s'il s'agit de coprésident, je crois qu'il y a un président par intérim, issu bien sûr d'un accord que j'ai personnellement signé et approuvé dans le cadre de l'accord avec la CEDEAO; il y a un Premier ministre, avec son gouvernement. Et donc, je crois que le capitaine SANOGO n'est pas coprésident.

-Ça, c'est sur papier mon papier, mon capitaine; mais dans les faits, comme vous l'avez si bien dit, on a un pouvoir constitutionnel en place, issu donc de l'accord cadre que vous avez signé avec le médiateur de la CEDEAO, le président Blaise COMPAORE, un président, si vous le voulez bien, sans prérogative aucune. Et de l'autre côté, on a le pouvoir militaire qui est là, qui prend des décisions, décisions de nomination et mêmes décisions d'arrestations d'honnêtes citoyens souvent. Vous êtes plus qu'un président, alors ?

Pour répondre à cette question, je vous dis que le Comité (CNRDRE, ndlr) ne prend aucune décision de nomination ou une décision d'arrestation. Avant qu'un gouvernement ne soit mis en place et au moment où on est en train de faire les négociations avec la médiation de la CEDEAO, c'était très clair: c'était le Comité qui était aux affaires. Et donc, pendant ce temps, le Comité a eu effectivement à faire des nominations. Mais si vous avez remarqué, c'est sur le plan militaire. Dans le monde civil, dans l'administration, il n'y a pas eu un seul poste qu'on a eu à pourvoir. Mais les nominations étaient beaucoup sur les postes militaires. Et là aussi, la nécessité était là, et d'une urgence absolue, il fallait réellement changer beaucoup de cadres. Je pense que c'est en ce moment que je pouvais me donner le droit de le faire, parce que j'agissais en fonction d'un Acte fondamental.

Ensuite concernant les arrestations, je tiens à préciser que tout ce qui se fait dans le domaine militaire ou sécuritaire, alors on pourrait se dire: «Oui, ça venait du Comité». Naturellement parce que le Comité était constitué de quoi ? De militaires, de gendarmes, de policiers, de protection civile...C'est tout un ensemble. La gendarmerie, dans toute la légalité, est appelée à saisir quelqu'un. Mais, on ne voit plus cette gendarmerie. On me dira plutôt que c'est le Comité de Kati (QG du CNRDRE, à 15 km de Bamako, ndlr), mais ça ne vient pas de nous.

-Si vous permettez, on reviendra sur la question des arrestations. Mon capitaine, qui dirige réellement aujourd'hui le Mali ?

Le Mali est dirigé par un président par intérim, un Premier ministre avec son gouvernement et une Assemblée est là. C'est n'est pas le Comité qui dirige le Mali, à l'instant où on parle.

-Mais avec les coups de hanche ?

Je suis quelqu'un qui a promis au peuple malien de laisser les mains libres à tout un chacun dans sa position.

-Votre influence effraie jusque dans le palais de Koulouba ?

Peut-être, peut-être une présomption ou une appréciation ou une interprétation de la chose. Mais cela n'est pas la volonté du capitaine.

-Mon capitaine, qu'attendez-vous pour rejoindre les casernes après la signature de l'accord cadre, c'est-à-dire le rétablissement de l'ordre constitutionnel et des institutions républicaines, le 6 avril dernier? Qu'attendez-vous pour rejoindre les casernes, votre milieu naturel ?

Après la signature de l'accord cadre, vous convenez avec moi que l'accord cadre a été signé. Mais même dans son application, vous avez vu qu'il y a eu défaut. Un accord cadre définitif d'abord ou non? Puisque dans cet accord cadre, on est convenu sur des points, le comité et la CEDEAO. On n'est même pas arrivé là d'abord et vous trouvez que c'est un accord-cadre terminé pour qu'on dise aux soldats que c'est terminé et il faut rentrer. C'est difficile.

-Maintenant revenons sur l'accord-cadre. Mais votre ingérence dans les affaires publiques aujourd'hui peut être considérée comme une violation de la Constitution du 25 février 1992. Le savez-vous ?

Euh...Je vous dis qu'on ne s'ingère pas dans la vie publique. Mais, il faut reconnaître une chose: ce Comité a été l'acteur qui a pris le risque pour briser quelque chose qui n'allait pas. Et ensuite, on est juste à un début de mise en place des institutions et autres. Vous pensez très bien qu'après tout ça, les gens pourront nous voir complètement à côté? Même si cela n'est pas notre intention, le Comité ne peut pas juste être oublié en 40 jours. Le capitaine n'influe sur personne.

-Est-ce-que c'est parce que le pouvoir militaire a plutôt peur pour (1) sa sécurité et (2) ses intérêts que vous restez encore puissants dans le pays ?

Nous ne défendons jamais des intérêts personnels, puisque nous savons ce pays, qui est le Mali, a besoin d'une armée forte et structurée à mesure de défendre l'intégrité territoriale et de la défense des personnes et de leurs biens. Donc, nous ne défendons pas les intérêts personnels. Encore une fois, on veut une armée forte et opérationnelle au service de ce peuple malien.

Au-delà des 40 jours constitutionnels, qui sera le président du Mali ?

Ça sera défini dans les négociations, conformément à l'accord-cadre, entre le Comité et la médiation de la CEDEAO.

-Selon des indiscretions qui me parviennent en tant que journaliste, vous auriez dit: «Après les 40 jours, je prendrai mes responsabilités». Est-ce qu'il faut comprendre par-là que vous allez bouter les politiques dehors et prendre le pouvoir ?

Oh non, loin de cela mes intentions. Quand j'ai dit «prendre mes responsabilités», certainement, je l'ai dit dans une conférence de presse. Parce qu'on est convenu sur un accord et dans cet accord, il est prévu que le président par intérim soit là, il est prévu un gouvernement avec un Premier ministre de pleins pouvoirs, une assemblée qui demeure. Vous avez vu, à un moment donné, ce qui se passe: la CEDEAO fait fi de cet accord pour aller décider unilatéralement? Et alors, c'est pour quoi, j'ai dit que naturellement, le président par intérim va faire ses 40 jours. C'est n'est pas une question de personne ou d'autres visées. Le président par intérim fera ses 40 jours; le gouvernement en place continue. Après les 40 jours, j'ai dit, et c'est prévu dans l'accord-cadre, que nous devons nous asseoir et décider, bien sûr avec la CEDEAO, pour convenir sur quelque chose qui fera bouger ce Mali. Car, nous, notre priorité, c'est quoi au fait? Je veux dire que tout ce processus nous a fait perdre du temps. Car, moi, ma priorité, c'est le nord. Quand je parle de prise de responsabilité, c'est par rapport à un accord qui est signé.

-Donc, vous n'allez pas revenir au pouvoir ?

Ça, je ne saurais le dire. Si en fonction de l'accord, ils décidaient ou le peuple malien voulait de moi, pourquoi pas? Je suis le fils de ce pays. Mais si le même peuple ne veut pas de moi ou que le capitaine s'abstienne à une position, pourquoi je resterais? Je suis venu pour une mission. Je compte remplir cette mission et m'en aller.

-Mais quand vous parlez de peuple, il y a de quoi s'inquiéter. Parce que le peuple, souvent, on peut voir une foule qui se lève pour te soutenir. Est-ce qu'on peut la confondre avec le peuple ? Mais il y a une constitution souveraine qui est l'émanation de ce peuple souverain et en cas d'empêchement ou de vacances de pouvoir, c'est le président de l'Assemblée nationale qui assure l'intérim. Même si demain, vos partisans sortent dans la rue pour vous réclamer après les 40 jours, vous entendez revenir ?

Ça, je ne saurais le dire. Mais toute façon, encore une fois, il faut que cela soit la volonté du Comité avec la CEDEAO qui a fait qu'il y a un président par intérim, conformément à la Constitution; un gouvernement avec un Premier ministre de pleins pouvoirs, conformément à l'accord-cadre. Cela doit montrer la position du capitaine: ce qu'on voulait et ce qu'on ne voulait pas.

-Vous avez l'air d'être beaucoup déçu des politiques et vous en parlez très souvent en privé. Le confirmez-vous ? Mais comment avez-vous su que j'en parlais en privé?

-Je suis aussi un journaliste d'investigation...

Ok, je ne le confirme pas. Je n'ai rien contre les politiques.

-Mais je n'ai pas dit que vous êtes contre les hommes politiques. Vous êtes plutôt déçu de leur façon de faire ?

Être déçu? C'est un peu trop dire. Mais je suis déçu par certaines personnes, que ça soit de la classe politique, de l'administration, de la chaîne militaire. Tout Malien qui a eu à contribuer à détruire ce pays aujourd'hui m'a réellement déçu. Et, je ne comprendrais jamais.

-Et même de la CEDEAO, vous êtes aussi déçu de la façon de faire de certains chefs d'État ?

Non, les Chefs d'État, franchement, j'ai beaucoup de respect pour eux. En tant que citoyen d'abord et tant que Africain, j'ai beaucoup de respect pour tout chef d'État. Du côté de la CEDEAO, aucune déception. C'est des phases de négociations. Il y a un accord qui était là. Si à un moment donné, pour des raisons qui lui sont propres, la CEDEAO a décidé de façon unilatérale, j'ai juste dit: «Non, revenons à ce sur lequel on est convenu et décidons la chose de façon bilatérale». Les premiers signes du sommet de Dakar montrent qu'ils ont bien compris mon message. Encore une fois, je les remercie des décisions prises. Je prends acte. Je reste encore ouvert à la suite des négociations, conformément à l'accord qu'on a mis en place pour le bien de ce peuple malien, parce que c'est tout ce qui compte pour moi.

-Justement, quel est votre regard sur les dernières conclusions du sommet extraordinaire de la CEDEAO à Dakar ?

J'ai compris que la CEDEAO entend que, dans le cadre de l'accord, on trouve une solution de sortie de crise pour le pays. Rien encore. Hier seulement, ma délégation est revenue du Burkina. Et je compte recevoir les émissaires de la CEDEAO sous peu. Et juste pour partir dans le même ordre d'idées, il s'agit bien sûr de mettre place tout ce qui est convenu dans l'accord cadre pour que ce pays se retrouve et qu'on fasse vite des actions sur les priorités de ce pays, à savoir nos citoyens du Nord qui souffrent.

-L'une des décisions prises au sommet de Dakar, il s'agit de la prolongation de la transition, une année, dirigée par le président intérimaire, Dioncounda TRAORE, l'envoi d'une force de la CEDEAO, si le Mali venait en faire la demande. Êtes-vous d'accord ?

Pour ce qui concerne l'intérim, je vous le dis: c'est n'est pas une personne que je vois, mais plutôt une structure. Donc, prolonger la durée de la transition, c'est quand on va finaliser tout ce qui est convenu dans cet accord qui contient beaucoup de choses. Et en qui concerne l'envoi des forces, le Mali, au moment où les rebelles, les islamistes surtout ont avancé pour des raison ou une autre, j'ai crié sur tous les toits pour demander à cette Union africaine. J'ai demandé particulièrement à certains chefs d'État, par personnes interposées, d'oublier d'abord le côté politique et d'aider le Mali à finir avec ce problème, ensuite, il y a le temps pour les négociations. Malheureusement, personne ne m'a écouté. Mais je ne fais de reproche à personne. A cette phase du jeu, j'aurai besoin des troupes, j'aurai besoin des matériels de la CEDEAO.

-Des hommes, des troupes?

Des hommes et des matériels, je peux en avoir besoin. En fonction de la réalité de terrain, exprimer des besoins et préciser où est-ce qu'on a besoin d'eux. Le problème était parti d'où? On envoie des forces pour sécuriser les institutions de la transition. Mais, vous êtes à Bamako, il n'y a pas de problème. Le gouvernement travaille sans problème. Et Même maintenant, s'il avait des problèmes, je pense que c'est terminé.

-Vous aviez dit que vous aviez crié sur tous les fronts, mais personne ne vous a écouté. Or, la CEDEAO et les autres organisations internationales tiennent à des principes démocratiques, ils ne pouvaient pas vous soutenir parce que vous êtes un militaire au pouvoir ?

Mais, vous pensez qu'après un coup d'État, deux semaines après, le Mali n'était-il pas un exemple à l'heure actuelle?

-Mais cela dépend de là où on se situe ?

C'est cela mon interprétation aussi.

-Mon capitaine, la CEDEAO dit que si le Mali en faisait la demande, elle enverrait des troupes pour libérer le nord. Qui doit faire cette demande exactement ?

Actuellement, il y a un président de la république par intérim, il y a un Premier ministre, il y a un ministre de la Défense et il y a toutes les structures. Si l'armée exprime le besoin tout de suite, en fonction de la réalité du terrain, il se pourrait qu'on ait besoin des hommes; il se pourrait qu'on ait besoin de matériels. C'est en fonction des réalités qu'on exprimerait les besoins et on souhaiterait avoir ces hommes là où on veut et au moment où l'on veut. C'est aussi simple.

-Vous n'allez pas vous opposer à ce que demain le président intérimaire fasse la demande de l'envoi de la troupe ?

A l'instant où je suis, le Comité ne peut même pas s'opposer. Mais moi, mon truc est que la première décision n'était pas en rapport avec l'accord que l'on avait signé. Et ça, je ne saurais le permettre.

-Certains leaders politiques, non des moindres, Ibrahima Boubacar KEITA du RPM, et même certains Maliens s'opposent à l'envoi des forces étrangères pour libérer le Mali; ils voient en cela une humiliation de l'armée malienne encore pour une deuxième fois. Et IBK dit en des termes clairs: «Il revient à notre armée de libérer notre pays. Cela n'est pas le travail de la CEDEAO ou des forces étrangères». Quel est votre point de vue?

C'est mon point de vue, c'est clair là dessus. Je vous le dis: si j'ai le matériel adéquat tout de suite, nous avons encore des hommes valables. Il y a le potentiel humain; ça ne manque pas. Mais il n'y a pas de structure. J'ai plutôt besoin de matériels tout de suite que d'hommes dont on a assez (beaucoup).

-Mais la question se pose, lorsque vous dites que vous avez des hommes, j'imagine que vous avez fouillé dans les stratégies de guerre, les stratégies militaires, les éléments essentiels au front...C'est vrai, il faut de l'armement, la connaissance du terrain. Mais ce qui a réellement manqué à l'armée malienne, c'est le moral: les jeunes n'étaient pas faits pour combattre; ils ont fui les fronts. Est-ce que vous pouvez compter sur ces mêmes éléments encore pour les renvoyer au front ?

Pendant tout le temps que je suis ici, je n'ai jamais vu un moral si haut de la troupe malienne.

-Vous avez réussi à leur remonter le moral ?

On a réussi.

-Comment ?

Par les méthodes et les techniques nécessaires. Ils ont le moral pour monter au combat. J'ai plus de volontaires pour monter que de gens qui viennent me dire de les soustraire des opérations. C'est quelque chose que j'ai souhaité: avoir cette armée depuis, plus les moyens d'accompagnement. Vous avez une armée nationale et républicaine prête à accomplir sa mission.

-Mon capitaine, je ne vous apprend rien, vous le savez bien, les conditions de recrutement et de formation des militaires maliens, ces 10, disons ces 15 dernières années, laisse à désirer. L'armée a été politisée: ne devient militaire que le jeune qui a échoué et qui n'a pas d'emploi pour son insertion. Car, on vient vous dire: «Aidez-moi à le mettre dans l'armée». Est-ce que vous pensez que ce sont des jeunes qui [Capitaine Sanogo] sont faits pour la guerre ?

C'est vrai, ça c'est passé. C'était partout, il fallait avoir de l'argent pour se faire recruter ou avoir un parent puissant pour pouvoir entrer dans les structures. Mais, mais...je dis encore une fois que tout cela appartient désormais au passé. Les nouvelles formules militaires sur lesquelles nous voulons nous baser pour que notre armée soit républicaine, au service de la nation malienne, je vous dis déjà, que ce soit les éléments recrutés, d'une manière ou d'une autre, c'est qu'on est parvenu, en un si peu de temps, à rehausser le moral. Et on est en train de tout mettre en œuvre pour remettre ces gens là à niveau, au même niveau que les autres qui avaient ces valeurs. Pour qu'on ait une armée homogène et vraiment républicaine, et prête à servir le Mali là où le pays aurait réellement besoin d'eux ou d'elles.

-Aujourd'hui, le problème de matériel se pose. Vous le savez mieux que moi: il n'y a même pas de munitions, il y a très peu de munitions parce qu'en 24 heures, 48 heures, les jeunes pour fêter votre ascension au pouvoir ont tiré les balles en l'air. Il n'y a même plus de munitions. Comment comptez-vous faire ?

A l'instant T, il y a des munitions, il n'y a pas de munitions, secret militaire oblige. Mais tout compte fait, vous allez vous rendre compte qu'il y a des munitions ou s'il y a ceci ou cela en cas de besoin.

-Mon capitaine, rétablir l'intégrité du territoire malien, restaurer de l'État, voilà quelques nobles ambitions qui vous animaient à la prise du pouvoir le 22 mars dernier. Mais plus d'un mois après, beaucoup de Maliens sont sceptiques. On a le sentiment que le Nord n'est même pas votre souci. L'essentiel du travail de la bataille se mène à Kati et à Bamako pour le contrôle du pouvoir. Les Maliens disent que vous avez oublié le Nord ou que vous avez changé d'objectifs, mon capitaine ?

Depuis le premier jour ici, mes objectifs n'ont pas changé et ne changeront pas. Si vous voyez que je n'ai pas pu faire très vite, pour convenir d'un accord de mise en place d'un gouvernement, c'était pour mettre justement un terme à beaucoup de suspicion et faire face à ma priorité. Mais je ne vous apprends pas tout ce qui s'est passé, par ci, par là, côté négociations ou CEDEAO, mais aussi quelques frères qui, pour des raisons ou autres, ont encore essayé de ralentir tout un processus. Car tout le monde n'aime pas le Mali. Et c'est n'est pas tout Malien qui veut l'intégrité territoriale de ce pays là. Sans quoi, ce n'est pas au moment où on a fini avec l'État et que l'on s'appête à faire face à une autre étape pour que des Maliens mal intentionnés engagent des mercenaires et d'autres citoyens pour prendre des armes contre cette même armée ou contre ce même peuple malien.

-Vous faites allusion aux affrontements qui ont eu lieu ces derniers temps entre vos hommes et l'ex garde présidentielle, les bérets rouges, comme on les appelle ici ? C'est ça ?

Oui ! Ce n'était ni le moment, ni l'heure. Malgré qu'on a pris toutes les dispositions nécessaires, toutes les sensibilisations possibles, toutes les missions possibles pour qu'on soit une seule armée, c'est de ça que le Mali a besoin. Mais malheureusement, pour des raisons ou d'autres, manipulés par certains ou d'autres, ils n'ont pas compris le message. Ils ont tenté. Dieu merci, on a très vite pu mettre un terme au problème. Et une fois de plus, les forces de sécurité s'appêtent aux urgences et font face à leurs missions régaliennes.

-Mon capitaine, ce discours sur l'envoi des mercenaires présumés sur le sol malien pour attenter à votre vie, la fibre de la xénophobie a été exacerbée, a été brandie. Beaucoup s'inquiètent, on a vu ce qui s'est passé en Côte d'Ivoire. Cela a commencé comme ça. C'est grave parce c'est au Mali, le seul pays où on ne parle pas d'étrangers. C'est le rare pays africain où le mot étranger n'existe pas. Certains estiment que vous exhibez cette fibre afin d'avoir une certaine légitimité auprès de l'opinion. Qu'est-ce que vous en pensez?

Je vous dis: le Mali restera encore l'un des rares États africains à ne pas connaître ce problème. L'action est passée. Vous savez, nous ne sommes pas pour des questions de xénophobie, non. Je vous dis quelque chose: l'action militaire est passée, on a pris les éléments avec armes sur le terrain qui nous ont fusillés, notre armée a été physiquement attaquée sur le terrain. Que vous soyez de n'importe quel pays, plus les soldats maliens qui ont eu à le faire, on les a traités de la même façon.

-Vous avez des preuves matérielles?

Oui, il y a des preuves matérielles sur le terrain. Tout ce qu'il faut pour confirmer. Au delà de ça, des Sénégalais vivent dans leurs quartiers sans être inquiétés de même pour les Guinéés, les Burkinabés, tout Africain d'où que vous soyez est accepté au Mali. Et soyez sûr que vous pouvez vivre librement. c'est n'est pas une chasse aux sorcières. Nous ne sommes contre aucun étranger. Au contraire, j'encourage toujours mes soldats, primo, à ne pas procéder à des arrestations, parce que c'est pas leur devoir. C'est le travail des forces de gendarmerie et des forces de sécurité spécialisées ou autres qui sont aptes à faire ce métier. Je ai toujours dit de se référer à la chaîne de commandement. Je ne l'ordonne pas. Il y a toute une structure légale. Si elle devrait arrêter quelqu'un, elle fait tout pour qu'il n'y ait pas d'amalgame.

-Justement, une parenthèse sur cette question: c'est vrai qu'il y a eu des arrestations; mais souvent, des gens arrêtés se retrouvent devant vous, sans que vous ne soyez au courant. Beaucoup m'en parlent, il y a souvent des abus de pouvoir quelle que part. Est-ce à dire que vous ne contrôlez pas l'ensemble de la situation, si certains se permettent d'aller arrêter des gens sans que vous ne soyez au courant ?

Personne n'arrête sans que je ne sois au courant. C'est des interprétations. Je vous le dis encore une fois: le Comité n'arrête pas. Mais une fois qu'un acte se passe au Mali, il y a assez de gens qui les interprètent différemment, souvent chacun à sa façon. Le Comité n'arrête personne..

-On revient à la question des affrontements de ces derniers temps. Dans la réplique, ce que vous appelez, dans le jargon militaire, un nettoyage, il y a eu des bavures, il y a eu des dérapages, il y a eu la terreur. On n'a jamais vu au Mali des informations sûres... Certains pêcheurs ont été tués sur le fleuve Niger, certains ont été tués parce que confondus aux bérets rouge et la terreur continue d'être semée dans ce pays ?

Je vous disais que ce n'est pas le cas. Le soir de l'action particulièrement, la population n'était pas concernée. C'était tous les éléments, que ce soit le régiment ou des mercenaires qui combattaient à côté d'eux. Mais, le lendemain matin, on ne cherchait personne d'autre. J'ai simplement dit: «Puisqu'on a mis des dispositifs en place, on a procédé par tous les moyens pour que cela n'arrive pas, il faut fermer les deux camps». Ce n'est pas parce que le coup de force a échoué qu'il faut semer la terreur à Bamako. Le Premier ministre et le ministre de la Sécurité sont intervenus pour dire que ce ne sont pas nos hommes. Mais quelques-uns ont pris des armes et ils voulaient attenter à ma vie et mettre encore en retard tout le processus qu'on a engagé. On a vite mis un terme à ça et voilà tout.

-Où en êtes-vous avec cette phase de sécurisation du pays ?

Pour cette phase de sécurisation du pays, il y a un ministre de la Sécurité intérieure. Sur le plan militaire, il y a un chef d'État-major des armées. Pratiquement je ne prends aucune décision pour gérer ça...

-Il n'y a plus désormais des poches de résistance ?

C'est au chef d'État-major des armées de répondre.

-Les béret rouges, quel sera désormais leur sort ?

Après l'action, il y a des éléments qui n'ont pas participé. Je crois bien que le chef d'État-major des armées leur a demandé de se rendre. Des enquêtes sont en cours par les services spécialisés. Le ministre de la Sécurité a eu à instruire pour qu'il ait une enquête. Ils sont là dessus. Franchement, je ne suis au courant de rien. Ensuite, le chef d'État-major est avec certaines forces à Bamako qui procèdent à des patrouilles et tentent de sécuriser beaucoup plus. Si par exemple quelque chose leur sont reproché et qu'il n'y a rien, on va les réutiliser.

-Comment faire pour ré-cimenter les forces qui sont appelées à aller libérer le Nord?

C'est aussi simple que ça. Il n'y a pas de politique dans l'armée. Ceux qui ont tiré, on leur a tiré dessus. Ceux qu'on a pris sont au niveau de la justice et le processus normal se poursuit. Ceux qui sont reconnus coupables, vous les verrez dans vos prisons là-bas. Ceux qui ne sont pas concernés seront réinsérés dans les unités de combats et nous allons combattre demain sur le front ensemble, côte-à-côte. Il n'y a pas de politique. Tu es soldat ou tu ne l'es pas. Je vous donne l'exemple: le jour où on a posé notre acte, il y a les mêmes éléments qui étaient la première opposition naturellement à la résistance, leur mission est de défendre le chef. Mais, malgré tout ça, on ne revient plus en arrière, c'est la même armée. On est ensemble. On s'est téléphoné, on se voyait malgré que j'ai vu certains qui étaient de la résidence. S'il n'y avait pas le contexte politique dans l'armée, même cet incident n'aurait pu se produire.

-Une manipulation ?

Une manipulation? J'en suis sûr. Mais pas seulement politique, car il y a des manipulateurs externes.

-Avec des preuves palpables ?

Oui, avec des preuves palpables. Et j'informerai le monde au moment opportun.

-Capitaine, revenons sur la question des arrestations: on a vu tout récemment plus d'une vingtaine dont des leaders politiques arrêtés de façon arbitraire, on peut le dire.

Une fois de plus, le Capitaine n'arrête personne. Il y a un moment, je suis sorti à la télé pour mettre en garde ceux qui avaient de mauvaises intentions et ensuite j'ai demandé à la population de nous venir en aide en signalant tout ce qui sera vu et su comme malversation ou des personnes (pas seulement les étrangers, parce que vous l'avez vu, même les Maliens, qui ont des attitudes bizarres). Mais chaque fois que quelqu'un est interpellé, les forces armées sont justes passées pour demander ou de mener des enquêtes. Voilà le résultat, si on avait laissé faire par les structures désignées pour ça, tout cela ne serait pas arrivé à Bamako.

-Il y a un cas dont celui de cette personnalité qui, trois fois en moins d'un mois, a été interpellé. Je fais allusion à l'ancien Premier ministre Modibo SIDIBE. Qu'est-ce qui justifie ce qui est convenu d'appeler d'acharnement contre ce grand commis de l'État?

Je vais vous dire, primo, là où il devrait être. Mais vous, vous dormez chez vous sans que vous ne soyez interpellé. Si Modibo a été arrêté trois fois, c'est qu'on lui reproche quelque chose. Tout citoyen malien ou tout autre citoyen sans

exception, si vous êtes coupables de malversation ou d'un coup bas contre ce pays ou avez contribué de près ou de loin et que les services spécialisés vous épingle, c'est non négociable: personne, aucun Malien, ne sèmera le trouble ou mettra ce pays en retard là où l'union est nécessaire. On n'a pas besoin de considération personnelle, on n'a pas besoin de considération politique, ni d'aucune autre considération pour le moment. Les Maliens sont à mesure d'aller payer des armes et des mercenaires pour venir tuer des citoyens maliens pour des fins personnelles (vous trouvez cela normal). S'ils le faisaient pour la cause du Mali... Pourquoi ne pas nous donner de l'argent et dire à SANOGO: «Payez des mercenaires et allez vous battre». En ce moment, je me rendrais compte que ce sont des (vrais) citoyens maliens, Si vous voyez quelqu'un être arrêté, c'est que la preuve était déjà là. Alors, laissons les services compétents faire leur travail; c'est pour le bien de ce pays.

-Qu'est-ce qu'on lui reproche ?

Je ne saurais le dire. Dans quelques jours, ils sont passés devant la justice.

Est-ce que il n'était pas mieux de laisser les pouvoirs démocratiques poursuivre ces gens ?

Si je devrais m'asseoir pour attendre un pouvoir démocratique pour le faire, on viendrait me tuer dans ce bureau.

-Cela ne va pas se passer (s'il plaît à Dieu).

Mais ce qui s'est passé, c'est parce que j'ai eu quand même le tact nécessaire, des hommes dévoués. Est-ce qu'ils ont attendu un pouvoir démocratique? Je ne me ferais pas avoir. Le Capitaine n'a pas posé cet acte pour sa propre personne. J'ai dit: pas de politique derrière. Le jour où j'ai posé mon acte, je me suis assumé. Je suis de ce pays et je ne permettrai à personne, je dis bien à personne, pour remettre ça en cause. Et je compte sur le peuple malien et toute l'opinion pour m'aider dans ce sens, pas pour le capitaine, pas pour l'armée, mais pour le bien du peuple malien. Et pendant qu'on perd du temps sur ça, on a des frères qui nous tirent dessus.

-Dernier sujet de ce volet, Soumaila CISSE de l'URD: il a été tabassé, évacué sur Paris. Il n'a pas participé à la gestion de ce pays pendant ces dernières années. Qu'est-ce qu'il a fait ?

C'est n'est pas le Comité non plus, Il y a des choses qui se passent à Bamako. Mais vous êtes sur les règlements de comptes entre les citoyens, c'est n'est pas le Comité.

-Cela existe au niveau de la police qui est minée et vous avez des informations comme quoi il y a des gens qui se réclament de vous et qui se permettent d'aller arrêter des gens au niveau de la police et du citoyen lambda. Qu'est-ce que vous leur dites?

Dès les premières semaines, je les ai fait tous appeler pour mettre fin à ce problème de pluralisme syndical. J'ai demandé qu'ils deviennent un seul syndicat. C'est dans ça que vous pouvez vous entendre. Un syndicat appartenir à SANOGO? Non, SANOGO a trouvé qu'il y a des syndicats à la police: aucun syndicat n'appartient à SANOGO et SANOGO ne s'appropriera d'aucun syndicat. Pour moi, la police est une police nationale, unie et au service de cette nation.

On va parler du nouveau gouvernement. Pro et anti-putsch ont crié: «Oh, ce n'est pas un gouvernement d'union nationale». Que leur diriez-vous ?

Je n'ai pas formé le gouvernement. Pour moi, il y a eu un gouvernement issu de l'accord cadre, formé par le Premier ministre. Et le reste, ce sont des interprétations.

-Mais vous avez donné vos hommes?

Je pense que c'est un gouvernement composé des fils et des filles de ce pays, il y a un groupe parmi les intègres, les gens qui veulent le bonheur de ce pays. Mais je n'ai pas formé le gouvernement.

-Mais la question est de savoir que les gens disent que ce n'est pas un gouvernement consensuel, sans la classe politique et la société civile?

Ça, je ne saurais le dire. L'heure n'est plus à un gouvernement bâti sur des considérations personnelles ou politiciennes, mais plutôt sur celui capable d'assurer les fonctions, les besoins des citoyens, de prendre des décisions et non pour la satisfaction de leurs intérêts personnels.

-Vous vous êtes arrogé la part du lion, au niveau du gouvernement, avec des portefeuilles de souveraineté (la défense, l'intérieur et la sécurité). Vous voulez contrôler ces ministères-là?

Il n'y a pas une volonté de contrôler. D'ailleurs, je ne suis pas là pour les suivre. Ce sont des citoyens de ce pays et il fallait des porteurs d'uniforme qui ont été le choix du Premier ministre.

-En envoyant par exemple un militaire au ministère de l'intérieur où il doit gérer les élections, celui qui veut être président doit être dans vos bonnes grâces ?

Malheureusement, que personne ne compte sur moi. Je ne me mêlerai pas de ces sujets parce que ce n'est ma priorité; ma priorité, c'est le nord. Ça, je ne me mêlerai pas dedans. C'est pour nous mettre en retard. Encore une fois, je demande aux Maliens de nous aider. Nos frères (du Nord) nous attendent.

-La démocratie malienne était citée en exemple dans une Afrique où les présidents se caractérisent par leur pouvoir: mandat illimité. Le Mali était cité en exemple. Désormais, les Maliens marchent la tête baissée à l'étranger. Est-ce qu'ils ne sont pas devenus comme les autres Africains? Ils ont honte puisque leur pays, qui était un exemple, est tombé si bas. Est-ce que vous n'avez pas de remords quand vous êtes finalement l'auteur de leur honte?

Je vous dis: c'est maintenant que le Malien doit lever sa tête. C'est maintenant qu'il doit être fier, parce que la démocratie n'était que de coquille. Une démocratie ne passera sans une armée forte. On ne l'avait pas. Il n'y aura pas de démocratie avec des responsables corrompus, pourris. Pas une chaîne, sans motivation citoyenne. Car, à un niveau de responsabilité de l'État, vous vous permettez de fixer le citoyen dans les yeux pour lui mentir; vous vous permettez de voler les derniers publics, à des fins personnelles; vous vous permettez de tricher les élections; vous permettez de payer la conscience du citoyen, pour l'amener vers ce qui n'est pas bien pour lui...C'est ça vous appeler démocratie? C'est maintenant que le Malien peut lever la tête et retrouver sa fierté parce que l'opportunité lui est encore donnée de s'asseoir et de corriger le tir pour d'élire qui il veut: pas de nom, pas de pouvoir. Il n'y a pas de Maliens super-puissants: Malien égale Malien; tout le monde a la même chance; la même opportunité à tout un chacun et à tous les niveaux. C'est cela que moi, j'appellerai démocratie. Mais une démocratie où le chef de l'État vole, pille, escroque au vu et au su de tout le monde, est-ce cela une démocratie? Quand un gouvernement est là et ne fait pas la mission pour sauver son pays et son peuple, est-ce ça la démocratie? Quand on a des élus prêts à tout mettre en œuvre pour avoir de l'argent et acheter des armes pour arriver à des fins personnelles, est-ce ça la démocratie? Je dirais non. Heureusement, le peuple est là pour restaurer la démocratie.

-Mon capitaine, quelles que soient les limites ou les failles d'une démocratie malienne, j'allais dire du projet démocratique malien, elle reste un exemple en Afrique. Les dirigeants qui n'ont aucun respect pour leur propre peuple; mais le président malien, l'ancien (ATT, ndlr), a été l'un des premiers Africains à prendre le pouvoir par les armes et d'avoir respecté son peuple par l'organisation d'élection démocratique, avant de revenir 10 ans après au pouvoir par des voies démocratiques et d'accepter de partir à nouveau au nom de la démocratie. Ce qui était étonnant. Il fallait plutôt le consolider...

Qu'est-ce qui prouve qu'il allait partir?

-Il l'a dit...

Il l'a dit...Je crois que c'est le même chef d'État qui avait dit en 91 qu'il n'a pas d'ambition pour revenir. Il est revenu une deuxième fois truquer tout. Le Mali en sait quelque chose. Bref, il n'y avait pas de démocratie. Le peuple est témoin qu'il n'y en avait pas. Et ce monsieur (ATT, ndlr) n'allait pas partir. Mais vous serez édifiés. Car l'histoire jugera

-On était à un mois des élections présidentielles?

Comment on était également à un mois de scandale de la guerre civile au Mali. Mais je vous le dis: l'histoire retiendra.

-Mais votre coup renvoie le Mali 20 ans en arrière encore?

Mais je trouve que le coup envoie le Mali 20 ans en avance, parce que c'est à travers ce coup que le citoyen lambda a vu et compris ce qu'il ne comprenait pas, ce qu'il n'avait pas l'opportunité de voir, à savoir ce qu'on lui cachait sur son propre pays. Au nom de quelle démocratie?

-Certains observateurs pensent, mon capitaine, que vous et vos hommes n'avez aucune expérience pour diriger ce pays?

Euh, je les remercie, c'est leur interprétation. Je vous le dis: depuis qu'on est là, quel acte on a posé pour étayer cette thèse?

-Ils se fondent sur l'élaboration d'une constitution en quelques heures. Je me rappelle la première semaine, les dix premiers jours, une nouvelle Constitution que vous avez publiée sans passer par les voies normales, c'est-à-dire l'Assemblée nationale, les représentant du peuple. Est-ce que pour une constitution, il ne fallait pas passer par

référendum?

Non, c'était pas une Constitution.

-C'était quoi alors?

C'était un Acte, l'Acte fondamental qui a déjà géré ce pays avant (allusion à 1991 avec le CTSP après la chute de GMT, ndlr). Je dis: ce Capitaine que vous voyez, ce Comité a un arsenal juridique derrière. On ne pose aucun acte au hasard. Et s'il y a des gens qui pensent que c'est mal fait, ils ne pourront pas prouver le contraire, car on a un arsenal juridique derrière,

-D'autres observateurs disent aussi que vous êtes otage de la troupe?

C'est n'est pas parce que je suis otage de la troupe, mais c'est parce qu'on n'a aucune garantie, aucune confiance. On n'est pas là avec une idée de pouvoiriste. On est là pour une raison, et si cette raison finit demain, je serais le plus heureux du monde. Qu'on me comprenne.

-Mais quelles sont les garanties que vous demandez?

Les garanties que nous demandons? Dans le simple accord qu'on eu à signer, où est la garantie dans son application? Est-ce que notre acte a un sens?

On vous a promis l'amnistie?

On nous a pas promis, ça fait partie de l'accord-cadre.

Vous ne croyez pas à la sincérité de ces hommes-là?

Sincérité de qui ?

Des politiciens, de ces acteurs?

C'était pour beaucoup parler mais pour certains, non. Ils ne sont pas tous corrompus, ils ne sont pas tous mauvais.

C'est comme les citoyens; ils ne sont pas tous mauvais. Mais nous continuons à douter tant qu'ils ne changeront pas,

-A la prise de pouvoir, nous avons vu des mouvements de soutien et certains opposants, qui n'avaient pas pu profiter de l'ancien régime, se sont coalisés pour vous soutenir. Croyez-vous encore à la sincérité de leur acte? Vous avez parlé de profiteurs...Est-ce qu'on doit profiter d'un régime? On doit se mettre au service de la nation, pas profiter d'un régime, pas profiter d'une situation. Là encore, je ne comprends pas; car profiter d'un régime, c'est profiter de l'État.

Aujourd'hui, avec le recul, est-ce que vous croyez à la sincérité?

De qui?

-De ceux qui se sont levés pour vous applaudir?

Je dis: je respecte et respecterai l'avis de chacun citoyen, chacun est libre d'exprimer librement, dire ce qu'il veut, mais dans le respect bien sûr de l'autre. Celui qui est contre le coup, c'est son droit, il le dit. Il y a celui qui ne condamne pas, mais qui n'en n'a pas voulu non plus, c'est bon. Celui qui dit: «Je les supporte». C'est son droit. Moi, je juge les personnes à travers leurs actes posés et services rendus à la nation.

-Aujourd'hui, vous êtes capitaine. Si je ne trompe, vous êtes instructeur au Prytanée militaire de Kati...

Non, instructeur à EMIA (École militaire interarmes de Koulikoro, ndlr).

Vous étiez instructeur...Ce qui suppose que vous n'aviez pas les hommes. Mais comment se fait-il que c'est vous qui prenez le pouvoir? Est-ce que parce que vous êtes un meneur d'hommes ou c'est un arrangement ?

L'armée a la réponse.

-Les gens ne comprennent pas comment un capitaine qui prend le pouvoir ?

Je ne suis pas un capitaine venu d'hier, j'ai passé presque la majeure partie de ma carrière avec les hommes,

-Vous avez été l'un des plus jeunes sous-officiers du Mali ?

J'étais le plus jeune. C'était dans les années 1988, 89.

-Certains s'inquiètent de l'avenir du Mali, d'aucuns ont envie de fuir, compte tenu de l'évolution de la situation; d'autres veulent quitter le pays parce que la vie est de plu en plus difficile et ils n'arrivent pas à manger trois fois par jour, même une seule fois, c'est difficile, compte tenu de la crise. Qu'est-ce que vous avez à leur dire?

C'est pas la crise qui a amené ça: le Malien ne mangeait pas trois fois par jour, bien vrai que nous étions sous le régime de la «démocratie».

-La crise a aggravé la situation...

Après des périodes comme celles là, il y a toujours des crises. C'est naturel, c'est normal. C'est le moment ou jamais de demander à tous les citoyens de venir pour la construction de l'édifice public.

-Au nord, des Maliens sont presque pris en otage, à qui on impose la charria: pas de soins de santé de qualité, ils n'arrivent pas à manger, les organisations humanitaires n'arrivent pas à acheminer la nourriture. Ces Maliens souffrent. Qu'avez-vous à leur dire?

Je l'ai dit: c'est ma priorité. Les fils et les filles de ce pays, les réalités de notre armée ont fait qu'elle n'était pas en mesure d'accomplir ses missions régaliennes. Mais que personne ne se sente abandonné, On est là, on va tout mettre en œuvre pour assurer leur sécurité, à travers la présence de l'administration malienne et les militaires. Lorsque la rébellion a proclamé l'indépendance de la république de l'Azawad. En tant que Malien, quel est le sentiment qui vous anime ?

Je suis déçu, déçu et c'est peut-être mort que je l'accepterai; mort, je l'accepterai. Je le dis encore: mort, je l'accepterai.

-Mon capitaine, nous sommes à la fin de cette émission. Qu'est-ce qui vous tient le plus à cœur? Qu'est-ce que vous avez envie de dire aux Maliens ?

J'aimerais dire au peuple malien, à l'Afrique, au monde entier, à tous les amis du Mali et à tous les partenaires du Mali que c'est l'heure de s'unir et d'être ensemble pour face au problème du Nord. Ensuite, faire du Malien ce citoyen fier de son pays.

-Je vous remercie.

Transcrit par Sékou CAMARA

Source : Info Matin

Maliactu du 09 mai 2012